

1,5 € - N°72 - 30 mars 2017

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Faire entendre les exigences  
et la révolte des opprimés**

**Voter**

**PHILIPPE**

**POUTOU**

**Ouvrier – Candidat anticapitaliste**



# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**LE MENSUEL**



**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**



## Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

| TARIFS DES ABONNEMENTS  | France et DOM-TOM |       |
|---|-------------------|-------|
|   | 6 mois            | 1 an  |
| L'hebdo L'Anticapitaliste   | 28 €              | 56 €  |
| L'hebdo et la revue mensuelle                                     | 50 €              | 100 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo                       | 20 €              | 40 €  |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle | 38 €              | 76 €  |
| Abonnement à la revue mensuelle                                   | 22 €              | 44 €  |

# SOMMAIRE

**Edito** p.3

**Présidentielle** p.4-5

- Meeting à Bordeaux : En avant pour la campagne !
- Notre campagne
- Parrainages : une campagne démocratique et politique

**Nos vies, pas leurs profits** p.6-7

- Ford Blanquefort, avenir hypothéqué, salariés en lutte
- En campagne : interdiction des licenciements !
- Santé : une nouvelle journée pour dire notre mécontentement...
- En campagne : la santé, un droit pour tous !

**Politique locale** p.8-9

- Orientations budgétaires à Cenon
- Communiqué du DAL
- L'égalité, c'est pas gagné !

**Leur société** p.10-11

- Contre les violences policières, le racisme et pour la dignité !
- Tribune d'AC! Gironde, renégociation UNEDIC
- En campagne : du travail pour tou-te-s !

**Internationalisme** p.12-13

- Le 3 mars, la Plateforme panafricaine était de passage à Bordeaux
- Interview de Dragoss Ouedraogo
- Françafrique - L'«ami» Bourgi : des valises aux costards ?

**NPA** p.14

- Trois débats sur le centenaire de la Révo Russe

**A lire, à voir** p.15-16

- *Révoltée*, d'Evguénia Iaroslavakaïa-Markon
- *Face aux mépris des classes*, de Pascal Pons
- *Patients*, de Medhi Idir et Fabien Marsaux

**Abonnez-vous**

**ANTICAPITALISTES !**

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Le vote pour Philippe Poutou, ouvrier : faire entendre les exigences et la révolte des opprimés !

La grève générale, la révolte ouvrière et populaire contre la misère et les injustices de tous ordres se sont invités dans la campagne à un mois du premier tour.

A des milliers de kilomètres d'ici sur le continent sud américain, la Guyane, ancienne colonie et aujourd'hui « région française », illustre les profondes inégalités et la misère qui ravagent la société.

Alors qu'à Kourou, l'Etat français fait décoller à grands renforts de milliards les fusées Ariane, des bijoux de technologie, symboles de prouesses scientifiques, humaines, de défis extraordinaires... 30 % de la population guyanaise n'a pas accès à l'eau potable ou à l'électricité. Les services publics sont délabrés, dont l'éducation et la santé. 22 % de la population est au chômage, près de 50 % des jeunes.

Face à la révolte, à un profond sentiment d'injustice, au refus de l'insupportable, le gouvernement a répondu par le mépris, exigeant le retour au calme pour « dialoguer ». Mais après plusieurs semaines de mobilisations, de blocages routiers, de grèves (dont celle des salariés du centre spatial qui ont empêché le lancement de satellites par Ariane), la grève générale a imposé au centre de la campagne la révolte et les exigences des classes populaires guyanaises.

Cette révolte fait écho à celle des opprimés du monde entier et elle pose la question de la marche de la société, de qui décide et qui contrôle la production des richesses et leur répartition.

C'est cela que porte Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et révolutionnaire, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort en lutte pour l'emploi.

Alors que les affaires n'en finissent plus, illustrant à quel point dans cette société tout est permis aux riches et aux puissants, la candidature de Philippe est en complète rupture avec leur système et le personnel politique qui depuis près de 40 ans se succède au gouvernement au service des classes dominantes.

LR comme le PS, sont aujourd'hui en crise profonde. Dans le grand « chamboule-tout » en cours, Macron et Le Pen cherchent à jouer, chacun à leur façon, les « antisystèmes » alors qu'ils sont à son service et se préparent à amplifier les attaques contre les classes populaires ! Et Macron prétend sans rire jouer les remparts à Le Pen alors même que c'est la politique qu'il porte et celle menée par les différents gouvernements qui a nourri la montée de l'extrême-droite et du FN.

Face à l'accélération de la crise, à l'intensification de la violence sociale, la candidature de Philippe porte la perspective de la transformation de la société par les travailleur-se-s, la jeunesse, l'ensemble des classes populaires à travers leurs propres mobilisations, sur le terrain de la lutte de classe.

Voter pour Philippe Poutou, ce sera dire haut et fort que « Nos vies valent plus que leurs profits », ce sera affirmer la nécessité pour le monde du travail, la jeunesse, de prendre nos affaires en main, de faire de la politique en contestant sur tous les terrains ceux qui aujourd'hui mènent le monde à la faillite.



Pour nous contacter :  
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

# Présidentielle

## Meeting à Bordeaux

### En avant pour la campagne !

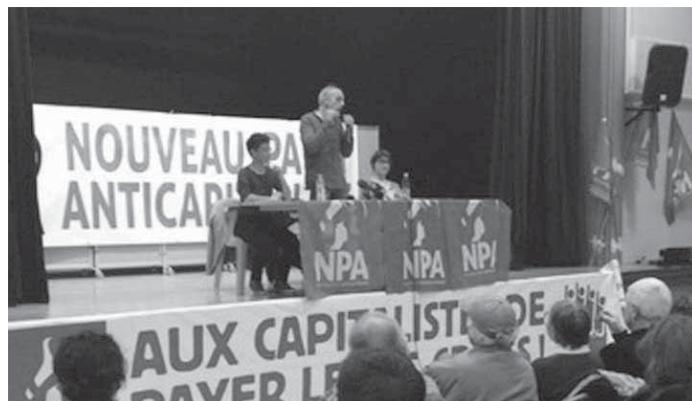
Malgré une préparation difficile du fait de notre mobilisation pour la « chasse aux parrainages », nous étions 200 environ ce 16 mars, veille de la date limite pour le dépôt des signatures, pour le deuxième meeting du NPA 33 avec Philippe.

Isabelle Ufferte a introduit sur la lutte à Ford pour l'emploi qui, débutée il y a 10 ans, a empêché la fermeture de l'usine. Ensuite, Mónica Casanova, élue à Lormont, est intervenue sur les violences policières à la veille de la manifestation nationale du 19 mars (voir articles dans les pages suivantes).

Philippe a, lui, développé les axes de sa candidature d'ouvrier anticapitaliste. Une candidature pour affirmer que les travailleurs, les exploités peuvent faire eux-mêmes de la politique en rupture avec ce système d'exploitation, de mainmise de la finance, de violence sociale.

Ce système, il faudra l'affronter, ses patrons, ses institutions à son service. Pour cela, pour redonner confiance à notre camp social, nous avons besoin d'un parti, outil politique qui soit le nôtre, pour nous organiser, comprendre, militer, faire du lien, faire converger les luttes. C'est ce que nous nous proposons de faire avec le NPA.

La salle a réagi chaleureusement. Des témoignages ont affirmé la nécessité de se battre dans les entreprises et pour les



sans-abri et les sans papiers, sur comment changer le rapport des forces...

Il y a eu également eu la question de nos relations avec LO. Comme l'a répondu Philippe, Nathalie Arthaud et lui ne sont pas de trop dans la campagne pour porter les exigences du monde du travail, des opprimés, face aux candidats des possédants. Mais le problème est bien la nécessité, pour la suite, de nous retrouver dans le respect de nos différences, pour mener les combats à venir.

*Mónica Casanova*

## Notre campagne

Maintenant que nous avons remporté la bataille politique pour les parrainages, la campagne pour faire partager largement nos convictions est entre nos mains.

Philippe Poutou sera presque tous les soirs en meeting ou dans les médias, mais cette campagne est à chacun-e de nous. Elle est celle de tous celles et ceux, membre ou pas du NPA, qui veulent faire entendre leur aspiration pour un monde plus juste, solidaire, démocratique, qui veulent défendre des mesures d'urgence contre le chômage, la misère, le recul des services publics, les discriminations, la destruction de l'environnement. Qui veulent dénoncer et renverser la mainmise de la finance et des multinationales sur l'économie. Qui veulent dire que nous ne comptons que sur nos luttes pour transformer ce monde.

La campagne, c'est aussi toutes les discussions entre nous, sur nos lieux de travail, dans les facs et les lycées, avec nos proches. Autant d'occasions de tisser des liens précieux, de confiance, entre celles et ceux qui veulent défendre les intérêts du monde du travail. Mener cette campagne, c'est avancer aussi dans la construction du parti dont nous avons besoin pour mener la bataille contre le patronat et les politiciens à son service. Chacun-e peut y apporter sa pierre, nous vous invitons à y participer.

Alors, n'hésitez pas à prendre contact, à relayer les infos, communiqués, brochures, vidéos, par les réseaux sociaux, à demander des tracts pour diffuser autour de vous, dans les boîtes aux lettres, au travail, aux amis et aux proches, et des affiches pour coller dans votre quartier.

*Une des affiches de campagne*

## Parrainages

### Une bataille démocratique et politique

573 : un chiffre dont les militant-e-s NPA sont fiers et fiers, le résultat d'un investissement important, d'innombrables visites de mairies, de longues discussions avec des élu-e-s qui pour la plupart se débattent au quotidien dans leurs communes pour pallier les carences des pouvoirs publics, scandalisés que l'Etat leur fasse également assumer la responsabilité de décider qui peut ou non se présenter à la Présidentielle.

La bataille n'a pas été mince pour convaincre de parrainer Philippe, de passer par-dessus les pressions des appareils politiques et de ceux (députés, conseillers régionaux, départementaux, présidents de communauté de communes) qui ont le pouvoir d'octroyer ou non les subventions, d'ouvrir ou non certaines portes. Et nous tenons à remercier très chaleureusement tou-te-s celles et ceux qui, malgré cela, ont fait ce geste. Dans la région, ils sont 19 en Gironde, 20 en Dordogne, 17 dans les Pyrénées Atlantiques, 6 dans les Landes et 6 dans le Lot-et-Garonne.

Cette « campagne avant la campagne » a été une bataille politique riche de rencontres, d'échanges, de débats avec des maires de communes souvent rurales, en prise aux politiques d'austérité, dont les budgets sont d'autant plus dérisoires que les besoins de la population vont croissant. Dans ces communes de plus en plus éloignées des services publics, main-

tenir une agence postale, un cabinet infirmier, obtenir la couverture réseau demande une énergie de tous les moments alors que dans le même temps le chômage, la crise agricole, aujourd'hui dans la région la crise aviaire, font des ravages.

Et nous avons pu mesurer à quel point la candidature de Philippe Poutou, candidat ouvrier, était non seulement légitime mais nécessaire pour de nombreux maires (y compris nombre de ceux qui n'osaient pas parrainer ou l'avaient fait pour un-e autre) mais aussi pour les secrétaires et autres employés municipaux que nous rencontrions bien plus facilement que les maires, d'autant qu'en charge souvent de plusieurs communes... nous pouvions continuer les échanges d'une mairie à l'autre.

S'il fallait le démontrer encore, cette bataille pour obtenir un minimum de 500 parrainages d'élus illustre à quel point cette société et ses institutions sont faites pour le monde des riches et des puissants qui peuvent détourner des millions et regarder droit dans les yeux en promettant du sang et des larmes, qui ne connaissent pas le prix de leur costume, et dont les amis sont banquiers, cimentiers, parmi les plus grandes fortunes. Fillon n'a lui eu aucun mal à recueillir 3635 parrainages de ses pairs, dont celui de Juppé...

Isabelle Uffèrte

Les vidéos des trois interventions au meeting de Bordeaux sont sur le site [www.npa33.org](http://www.npa33.org)



Pour vous procurer des brochures,  
des tracts, des affiches...

Contactez- nous !

07 83 64 43 49 - [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org)

Suivez l'actualité de la campagne et retrouvez  
la brochure programme sur le site [Poutou2017](http://Poutou2017)

<https://poutou2017.org/>



# Nos vies, pas leurs profits

## Ford Blanquefort

### Avenir hypothéqué, salariés en lutte

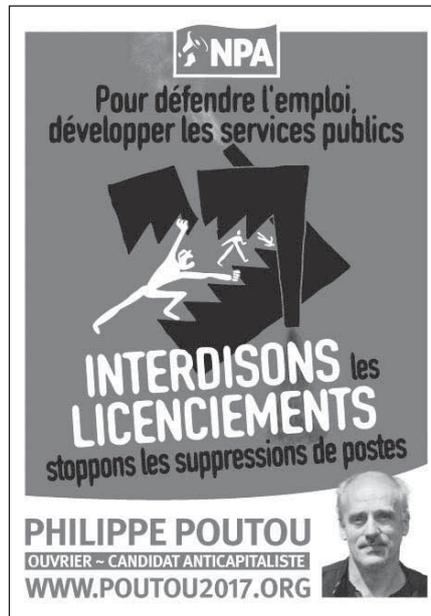
En cette fin mars, la Ford Motor Company n'a toujours rien à annoncer pour des productions futures pour l'usine de Blanquefort, rien au-delà de 2018. La bataille continue pour la survie de nos 1000 emplois, et des milliers d'emplois induits.

Le 22 février, nous étions une quarantaine à prendre le train, à l'appel de la seule CGT, pour manifester devant Bercy : le secrétaire d'état à l'industrie recevait la direction de Ford Europe, sans les représentants des salariés, pour discuter de notre avenir.

Pas question de les laisser se réunir sans nous et nous avons bien fait d'y aller : trois d'entre nous, désignés par l'assemblée, le secrétaire du CE et deux salariés, un homme et une femme, ont été reçus par le chef de cabinet du secrétaire d'état avant la réunion avec Ford. Ils ont pu ainsi porter notre message de méfiance et notre revendication d'une production sérieuse qui soit porteuse de création d'emplois et d'avenir. Les « politiques » nous

ont rendu compte de l'entrevue avec la direction, en notant l'absence d'information de la direction sur l'après mai 2018 (fin des engagements de Ford vis-à-vis de l'Etat), si ce n'est que nous allons continuer des productions en fin de vie, ça nous le savions déjà ! Des nouvelles productions, il n'en est pas question.

Par la suite, une réunion sur Bordeaux était prévue le 9 mars en y associant cette fois les organisations syndicales. Mais sous le prétexte de grève des aiguilleurs du ciel, la réunion prévue a été reportée au 20 mars, sans qu'on sache qui, des pouvoirs publics ou de Ford, a été à l'origine de ce report. Ce qui est sûr, c'est que la grève n'a pas empêché la visite le 8 mars de Linda Cash (vice-présidente de la production pour Ford Europe) et son aréopage à l'usine de Blanquefort. Ils n'avaient rien à dire aux salariés, la direction refusant une réunion de CE extraordinaire.



Du coup, le 9 mars, seule la CGT appelait à débrayer pour rendre compte de la situation. Ces actions sur les trois équipes ont rassemblé plus de 80 salariés.

Le 20 mars, lors de la réunion pouvoirs publics, patrons et syndicats, nous nous sommes retrouvés devant la Préfecture à cent cinquante pour maintenir la pression sur ces décideurs en tout genre. Les représentants des pouvoirs publics ont pu constater une fois de plus le refus des patrons à rendre des comptes. Rien de rassurant n'est sorti de cette réunion, et ce n'est pas les groupes de travail pour l'amélioration de la compétitivité sur le site et un autre sur la « diversification » des activités, qui vont rassurer qui que ce soit.

Plus que jamais la mobilisation est à l'ordre du jour, pour défendre nos emplois.

*Correspondants*

## En campagne

### Interdiction des licenciements !

En cinq ans, le chômage a augmenté de plus d'un million de personnes. Fin novembre 2016, 3,4 millions étaient sans aucun emploi et environ 2 millions exerçaient une activité réduite, soit au total 5,5 millions de personnes.

Qu'ont fait Hollande et Valls ? Ils ont permis de renouveler deux fois les CDD, facilité les licenciements économiques, supprimé toujours plus de fonctionnaires, légalisé les pratiques d'Uber and Co. Ils ont augmenté massivement les aides aux entreprises : 140 à 150 milliards en 2017, de quoi créer près de 600 000 emplois payés 1 700 euros nets !

Une autre politique est urgente, qui suppose de s'attaquer à cette société fondée sur le profit et l'exploitation.

Il faut d'urgence :

- Réduire le temps de travail à 32 heures sans perte de salaire, avec les embauches correspondantes, pour partager le travail entre tous.
- La fin des temps partiels imposés, des contrats précaires, du pseudo statut d'« auto-entrepreneur » : un CDI, un emploi statutaire pour toutes et tous.
- L'interdiction des licenciements et des suppressions de postes. Nous refusons que les entreprises puissent licencier, supprimer des sites. Celles qui détruisent des emplois doivent être réquisitionnées et mises sous le contrôle des salarié-e-s.

## Santé

### Une nouvelle journée pour dire notre mécontentement... qui en appelle d'autres

Nous étions près d'un millier de salarié-e-s de la santé et de l'action sociale à manifester à Bordeaux le 7 mars dernier, sous une pluie battante, à l'appel des syndicats CGT et Sud santé sociaux. La direction de FO avait privilégié la manifestation nationale à Paris qui a rassemblé 35000 hospitaliers, salariés du privé comme du public.

Nous étions venus dire notre colère, dénoncer une politique de santé basée sur la rentabilité, des conditions de travail insupportables, qui non seulement remettent en question une prise en charge décente des patients ou des résidents, mais aggravent aussi la santé des salariés. Certains ne trouvent pas d'autre issue que dans le suicide, ce qu'a dramatiquement rappelé celui d'une infirmière de l'hôpital Cochin sur son lieu de travail ce même 7 mars.

Et la situation ne risque pas de s'améliorer : le gouvernement vient d'annoncer des baisses de tarifs de près de 1 % dans le public et 2 % dans le privé (qui bénéficie déjà de crédit d'impôt), ce qui voudra dire une baisse des budgets et donc de nouvelles restrictions de personnel.

Les derniers mouvements de grève locaux (Samu à Pellegrin, clinique de l'Ormeau à Tarbes, Ehpad de Terre Nègre à Bor-

deaux) ont montré la détermination de salariés à ne pas se laisser faire et à lutter pour une santé au service de tous.

Quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, c'est bien la convergence de ces mobilisations que nous devons nous atteler à construire jusqu'à satisfaction de nos revendications : une autre perspective que celle des journées d'action proposées par les directions syndicales.

Isabelle Larroquet



## En campagne - La santé un droit pour tous !

Face aux réformes mises en place par les différents gouvernements, il est urgent de :

- Abroger la tarification à l'activité dite T2A, les lois Bachelot et Touraine qui visent à faire de la santé un secteur rentable et ont pour conséquence la fermeture d'établissements de proximité, etc. Annuler les Groupement hospitaliers de territoire qui visent aux restructurations, suppressions de lits et d'emplois. Localement cela voudrait dire, entre autres : la réouverture des lits fermés au CHU à travers les différentes restructurations et à l'occasion du développement de l'ambulatorio ; le maintien des urgences à l'hôpital Saint-André ; stopper la fermeture de services à l'hôpital Robert Picqué et le regroupement avec Bagatelle ; stopper les restructurations en cours à l'Institut Bergonié...
- Ouvrir des centres de santé publique pour la médecine de proximité.
- Prendre en charge les soins à 100 % par la Sécurité sociale sans avance de frais, pour l'accès aux soins pour tous
- Créer 120 000 emplois dans le secteur public de santé et arrêter les suppressions de postes en cours : un minimum pour travailler dans des conditions correctes
- Intégrer les établissements privés à but lucratif (cliniques, maisons de retraites, etc...) dans un seul secteur public : la santé ne doit pas être une marchandise
- Imposer l'arrêt des attaques tant du statut des salariés du public que des conventions collectives du privé qui visent à réduire encore les droits des salariés ; aller vers un statut commun, garantissant l'emploi à tou-te-s et une même grille de salaires.
- Embaucher et titulariser tous les précaires, CDD, interim, emplois aidés, etc.
- Augmenter les salaires d'au moins 300 € : pas un seul salaire ne devrait être inférieur à 1700 € nets

## Orientations budgétaires à Cenon

### Tout va très bien Madame la Marquise...

Mercredi 15 mars avait lieu le débat d'orientations budgétaires au conseil municipal. C'est chaque année l'occasion de discuter de l'évolution du contexte national et européen dans lequel s'inscrivent les politiques publiques et les budgets des collectivités.

Le rapport présenté aux élus apportait quelques éléments de contexte économique et financier concernant la zone euro et la France. On pouvait y lire avec surprise que « *la demande intérieure devrait rester le principal moteur, alimentée par la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs (création d'emplois et hausse des salaires)* »...

Au même moment, le gouvernement annonçait pour 2016 les meilleurs chiffres de créations d'emplois depuis 2012. Mais selon l'INSEE, il s'agit surtout d'emplois précaires et d'intérim dans le tertiaire, alors que les emplois industriels continuent de reculer. Et selon *Les Echos*, « *L'industrie a perdu 24 900 emplois sur un an tandis que dans la construction, ce sont 10 800 emplois qui ont été supprimés* ».

Le rapport reprenait la rengaine que la croissance va produire de l'emploi et augmenter les salaires... mais qui peut continuer à y croire ?

Les dotations d'Etat aux collectivités continuent de baisser. Ce sont les dépenses de fonctionnement qui sont touchées, c'est-à-dire les salaires et les conditions de travail des agents. Pour la population, la pression fiscale s'accroît, avec à Ce-

non une nouvelle augmentation des taux de 2 % cette année encore.

La Métropole, avec la mutualisation des services et les transferts de compétences entièrement orientée vers les intérêts des entreprises et du privé -compétitivité oblige !-, accentue encore la dégradation des services publics et sociaux de proximité et des services rendus à la population.

La majorité municipale, se refusant à dénoncer les choix politiques de Hollande, a présenté les orientations du budget 2017 sans dire un mot du contexte national, se limitant aux réalisations locales. Les timides critiques des élus du PC ont été balayées d'un revers de main par le maire, déjà en campagne pour les législatives ; ils ont dû réaffirmer publiquement leurs engagements et leurs choix communs dans la majorité. Le soutien des Verts était tout acquis au maire.

J'ai affirmé ma solidarité avec les luttes récentes, suite au mouvement contre la loi Travail : les Ford, la Monnaie de Pessac, les luttes dans la santé et en particulier celle de l'EHPAD Terre Nègre, et dernièrement, la mobilisation des ATSEM dans les écoles. Les luttes paient. Elles sont le seul moyen pour que le monde du travail rende les coups, exige le respect de sa dignité, impose ses intérêts collectifs, et cela à tous les niveaux, de l'Etat aux communes.

*Christine Héraud, élue NPA à Cenon*

## Communiqué du DAL

### Les militant.es du DAL Bordeaux définitivement relaxés après 4 années de harcèlement policier et judiciaire, injuste et ciblé.

La Cour d'Appel de Bordeaux, s'alignant sur la décision de la Cour de Cassation du 13 avril 2016, a prononcé la relaxe des militants du DAL 33 (Gironde) harcelés depuis 4 ans, pour avoir affirmé leur solidarité et apporté leur soutien aux familles sans logis qui avaient occupé un immeuble vacant au centre de Bordeaux.

Il aura fallu près de 4 ans, pour que cette procédure s'achève, et que 3 militant.es qui ont soutenu les familles démunies, accusés en quelque sorte de délit de solidarité, soient mis hors de cause.

Arbitraire et politique car elle visait un comité DAL très actif, cette procédure a commencé par des gardes à vue, des perquisitions, la confiscation des ordinateurs et téléphones portables, sans que cette procédure musclée n'aboutisse à mettre en lumière des faits mettant en cause les militant.es.

Le Parquet avait néanmoins poursuivi, sans fondements réels, et TGI, puis la Cour d'Appel avaient condamné en 2014 les 5 militant.es, à 3 mois de prison avec sursis et environ 10 000 euros au titre des intérêts civils. Le jugement de la Cour d'Appel a été cassé le 13 avril 2016, obligeant aujourd'hui la Cour d'Appel de Bordeaux à se dédire.

La fédération dénonce ce harcèlement, mis en place par la police, les responsables politiques et judiciaires et les notables locaux, qui a marqué la vie des militant.e-s du comité, organisé en collégiale, c'est-à-dire avec plusieurs personnes ayant la responsabilité légale de l'association.

Justice a enfin été rendue, mais seuls trois militant.e-s avaient saisi la Cour de Cassation.

Les deux autres, lassés de ces procédures interminables et éprouvantes, avaient renoncé. Ils devront supporter les condamnations arbitraires et injustes rendues par la Cour d'Appel en 2014. Nous ne les oublions pas et leur apportons notre soutien.

DAL fédération salue le courage et la détermination des militant.es poursuivi.es, et souhaite désormais beaucoup d'actions et de réussites au DAL 33 pour les sans logis, les mal logés et les locataires de Bordeaux !

**Un toit c'est un droit !**

## L'égalité, c'est pas gagné !

Quelques jours après les manifestations de la journée du 8 mars, un rapport sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes et contre l'inégalité salariale était présenté au conseil municipal de Cenon. L'occasion de rappeler une réalité qui bien sûr dépasse la commune...

Globalement la réalité de Cenon est en cohérence avec les chiffres nationaux de la Fonction publique territoriale.... caractérisée notamment par une forte féminisation qui de fait atténue l'inégalité hommes-femmes, mais sans pour autant échapper au fait que :

- les femmes sont plus concernées par les temps partiels que les hommes, notamment pour les salariées de la catégorie C (la plus mal payée) dans les écoles, et donc par des salaires plus bas et la perspective de retraites encore plus basses.
- elles occupent des emplois moins qualifiés, plus précaires, aux horaires souvent éclatés... Il y a une spécialisation aux métiers d'aide à la personne, et une hiérarchisation qui font des femmes des travailleuses encore plus exploitées que leurs collègues masculins.

- à postes équivalents, les inégalités persistent du fait des différences de déroulements de carrière le plus souvent liés à la maternité et aux temps partiels, même sur la commune, où cela se traduit par un meilleur avancement de grade pour les hommes dans la catégorie C.

En 2017 en France, les femmes gagnent toujours en moyenne 27% de moins que les hommes, et occupent 80% des emplois à temps partiel.

La commune propose des actions : « favoriser l'articulation des temps de vie », « rééquilibrer les rémunérations ». Mais elle a fait disparaître cette année le troisième volet présent l'an dernier : « réduire l'emploi précaire ». Au moment où la loi Macron et la réforme du code du travail, au nom de l'amélioration de la compétitivité économique, aggravent la précarité qui touche en priorité les jeunes et justement les femmes !

CH

**Face aux attaques et aux discriminations**

IVG, PMA, MATERNITÉS, SALAIRES, VIOLENCES, PRÉCARITÉ...

**FÉMINISTES ET ANTICAPITALISTES**  
**tant qu'il le faudra!**

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

### En campagne

Réduire les inégalités au travail entre les femmes et les hommes ne peut s'inscrire que dans une politique de réel progrès social pour toutes et tous qui implique :

- \* L'interdiction du temps partiel imposé comme des contrats précaires en refaisant du CDI la règle et non l'exception ;
- \* Une réelle politique de développement des services publics et notamment d'un service public de la petite enfance et d'aide à la personne.
- \* La réduction du temps de travail, sans diminution de salaire et avec les embauches compensatoires nécessaires
- \* Une revalorisation réelle des salaires, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1700 euros ;

Pour aller vers l'égalité homme femme, pour réellement pouvoir articuler travail et temps de vie, il faut que toutes et tous puissent travailler avec des salaires convenables, sans s'épuiser au travail, en partageant les tâches ménagères, pour avoir du temps pour soi et s'impliquer dans la vie sociale et politique.

Autant de mesures qui impliquent une rupture radicale avec le capitalisme.

## Contre les violences policières, le racisme et pour la dignité !

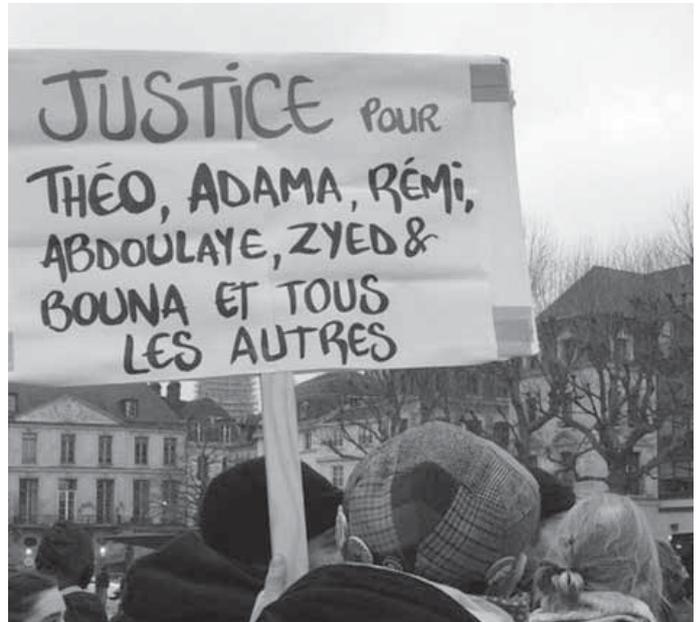
Le 19 mars à Bordeaux, 60 militants environ se sont rassemblés à l'appel de la LDH, la FSU, la CGT et Solidaires. LO et le NPA étaient là aussi, mais sans partager l'appel inter-syndical contre les violences policières qui disait : « *une autre police est nécessaire* »...

Plus d'un mois après, l'émotion et la colère étaient grandes contre le viol de Théo, passé à tabac par 4 policiers, après d'autres violences des mêmes policiers au même endroit.

Et il y a eu aussi le 7 mars, la garde à vue prolongée de 55 élèves du lycée Suger en Seine Saint-Denis, arrêtés sans ménagements et insultés avec des propos racistes suite à une énième scène de violence presque ordinaire dont ils n'étaient pas responsables.

L'été dernier, Adama Traoré mourait victime de violences policières, fuyant, comme ont fui avant lui Zyed et Bouna, parce qu'il n'avait pas ses papiers sur lui...

Depuis, rien n'a été fait contre les policiers responsables, mais les deux frères d'Adama ont été condamnés à de la prison ferme. La police est assurée de l'impunité.



Alors que Théo, 22 ans, était au chômage comme tant de jeunes des classes populaires et victime de racisme et violences policières, Charles Fillon, au même âge, étudiant en droit, assistant de son père sénateur, gagnait 4846 € par mois pour un travail aussi fictif que celui de sa mère ; les filles du Ministre de l'Intérieur, le socialiste Le Roux, avaient aussi leur petit emploi dès l'adolescence...

Leur police, leur justice sont là pour protéger et défendre les privilèges et cet ordre social d'inégalités croissantes.

Cette violence réactionnaire qui flatte tous les préjugés, met en cause les droits démocratiques, c'est l'état d'urgence en permanence pour tous.

Nous voulons que justice soit faite et la fin des violences policières. Mais aussi un vrai emploi, un salaire, un logement digne pour tous, pas des aides pour des emplois précaires et autres Contrats d'avenir ou Services civiques pour retourner au chômage ensuite...

Ces revendications, ces droits démocratiques élémentaires ne peuvent être imposés que par notre mobilisation, notre organisation, notre intervention sur nos lieux d'habitation et de travail, pour que les organisations du mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis politiques, comités de locataires, comités d'habitants exercent leur contrôle sur la vie de la cité, y compris sur la police.

M.C.

**NPA**

Contre les contrôles au faciès et les violences policières, pour nos libertés

**NON À CET ÉTAT D'URGENCE**

**PHILIPPE POUTOU**  
OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE  
[WWW.POUTOU2017.ORG](http://WWW.POUTOU2017.ORG)

## Tribune d'AC! Gironde

### Renégociation Unedic

## Attention, grave menace pour nos droits à tous !

En début 2016, la convention d'assurance chômage n'avait pu être validée faute d'un accord signé par les syndicats participant à la négociation. En cause une demande, refusée par le Medef, de surcoter l'utilisation des CDD précaires et très précaires. D'ailleurs, toutes les propositions syndicales avaient été retoquées, même celle sur l'utilisation des ruptures conventionnelles dont le Medef est friand et qui pèse 5 milliards sur le budget de l'Unedic.

Depuis début mars, pour sauver le paritarisme nous dit-on, la négociation a repris sur les chapeaux de roue. Il y a urgence à se mettre d'accord ! La ministre du travail voulant boucler ce dossier avant de quitter son Ministère en mai 2017. Urgence parce que certaines propositions politiques programmatiques comme celles de Macron ou Fillon, veulent nationaliser le régime. Derrière, l'enjeu c'est la destruction du système avec une logique assurantielle. C'est surtout faire payer « tout le monde » au lieu de faire payer les responsables, les patrons, via les cotisations patronales, qui licencient. Les conséquences sont toujours des droits au rabais pour les demandeurs d'emploi, futurs chômeurs et salariés.

Le Medef ne s'y est pas trompé qui jusqu'à maintenant a joué la montre espérant que les élections présidentielles installeront à l'Elysée une marionnette à leur botte. D'ailleurs leurs propositions actuelles sont toutes plus régressives les unes que les autres pour les droits des demandeurs d'emploi. Certaines seraient même plus alarmantes que d'autres. L'attaque la plus dangereuse c'est la conversion des jours travaillés en droits. Seuls les jours travaillés seraient pris en compte. Alors qu'aujourd'hui un contrat de travail de quatre mois garantit une indemnisation de quatre mois, il faudrait travailler six mois pour avoir droit à ces mêmes quatre mois ! C'est remettre en cause la « mensualisation » gagnée dans les années 70 ! La baisse du nombre de jours d'indemnisation, la hausse des sanctions et le sort des plus de 50 ans (qui auraient des indemnités pendant à peine deux ans au lieu de trois ne sont également pas acceptables

AC ! n'acceptera aucune régression des droits actuels. Nous demandons une relève générale des cotisations patronales pour éponger la dette de l'Unedic et l'indemnisation de toutes les formes de chômage à hauteur du Smic.

*Le 14 mars 2017, Joelle Moreau pour AC ! Gironde*

## En campagne

### Du travail pour tous et toutes !

Les défenseurs du revenu universel, au nom d'une prétendue fin du travail, renoncent en fait à la lutte contre le chômage... et contre ceux qui en sont responsables. Ils acceptent cette société où d'un côté des millions de travailleurs sont sans travail et de l'autre, pour ceux qui en ont un, des cadences infernales, des conditions de travail qui se durcissent pouvant mener au burn out voire au suicide.

La seule perspective est bien dans le partage du travail pour travailler tous et toutes en travaillant moins et donc en vivant mieux tous et toutes, en ayant du temps aussi pour participer à la vie sociale et politique. La solution contre le chômage, c'est l'inverse du « travailler plus » défendu par la plupart des candidats, c'est imposer une diminution du temps de travail de 10 %, en passant aux 32 heures, sans perte de salaire, et créer autant d'emplois correspondants.

Et puis pour la fin du travail, nous en sommes vraiment loin avec les millions d'emplois utiles à créer rien que dans la santé, l'éducation, l'aide à la personne.

Cela ne peut venir que de nos mobilisations pour imposer un contrôle des travailleurs sur l'économie.



Partager le travail entre toutes et tous



**PHILIPPE POUTOU**  
OUVRIER ~ CANDIDAT ANTICAPITALISTE  
[WWW.POUTOU2017.ORG](http://WWW.POUTOU2017.ORG)



# Internationalisme

## Le 3 mars, la Plateforme panafricaine était de passage à Bordeaux

À l'occasion de la campagne, la Plateforme panafricaine – voir interview de Dragoss ci-après – organise des réunions publiques dans diverses villes, invitant les candidats à la présidentielle ou leurs représentantEs à développer leur conception des relations franco-africaines. Le 3 mars, à Bordeaux, nous étions les seuls, avec Nouvelle Donne, à avoir répondu à l'invitation, ainsi que des représentantEs du MRAP et de SURVIE et un militant de CAURI.

Nous avons rappelé notre exigence de l'arrêt des interventions militaires et du retrait immédiat des troupes françaises en Afrique comme partout dans le monde ; notre soutien aux exigences d'indépendance et de souveraineté des peuples africains face aux politiques de domination menées par l'ancienne puissance coloniale : franc CFA, accords de coopération militaire qui servent à justifier les interventions, pratiques de la « françafrique » qui corrompent les dirigeants pour mieux engraisser les Bouygues, Areva, Total et autres Bolloré... Notre conviction enfin, anticapitaliste et internationaliste, que l'avenir est à un monde débarrassé de l'exploitation, des discriminations et des frontières, qu'il nous faut bâtir, ensemble, par nos luttes.

La réunion s'est terminée par un long moment d'échange, riche et chaleureux, qui ne demande qu'à être poursuivi.

Daniel Minvielle



Troupes françaises en Centrafrique

## Interview de Dragoss Ouedraogo,

Président du Mouvement Burkinabe des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) - Comité Régional Aquitaine.

*Anticapitalistes 33* : Peux-tu nous présenter la plateforme panafricaine et sa démarche d'interpellation des candidats à la présidentielle ?

**Dragoss Ouedraogo** : La plateforme panafricaine est un collectif qui regroupe diverses organisations démocratiques des diasporas africaines en France <sup>(1)</sup>. Ce collectif se mobilise pour soutenir les organisations en lutte dans les différents pays africains en lien avec les situations politiques et les événements qui s'y déroulent.

La démarche de la plateforme panafricaine d'interpellation des candidats part d'un constat : l'absence du thème de l'Afrique et des enjeux des relations entre la France et les pays africains dans la campagne électorale. Ils sont occultés pour cultiver l'amnésie et empêcher les citoyens et citoyennes français de s'informer sur les politiques de domination néocoloniale de l'impérialisme français dans ces pays, le pillage des ressources agricoles et minières, les interventions militaires pour des intérêts économiques et géostratégiques, le renforcement des bases militaires et des troupes militaires sous le couvert de la lutte contre le terrorisme et les groupes armés djihadistes.

Toutes ces politiques criminelles sont menées dans l'opacité à travers des réseaux mafieux. Ils constituent un déni total de démocratie, car les politiques africaines de la France relèvent du domaine exclusif de l'Élysée, des Services secrets et des réseaux mafieux liés aux monopoles. Les grandes décisions comme les interventions militaires en Afrique ne font pas l'objet de débat au Parlement. L'opinion publique l'apprend par les médias qui excellent dans la manipulation pour légitimer les politiques d'oppression et de domination.

La plateforme panafricaine, par son initiative, veut sensibiliser l'opinion démocratique française et internationale sur ces problèmes importants. C'est l'élément fondamental au-delà de l'interpellation des candidats. Les questions principales abordées : le libre choix des dirigeants africains par les peuples, la dette des pays africains, la monnaie outil de souveraineté nationale, les accords de défense militaire, la coopération économique, les accords de partenariat économique avec l'Union européenne, la justice climatique, les migrations, l'image de l'Afrique dans les médias.

*Anticap33* : Alors que l'offensive capitaliste redouble contre les peuples et les travailleurs, on a peu connaissance des résistances et des luttes en Afrique

**Dragoss O.** L'image de l'Afrique combattante, en lutte est très peu présente dans les grands médias. Ce qui donne la fausse impression vue d'ici que les peuples africains croulent sous le poids de la grande misère, des épidémies, des guerres « ethniques ». Ils seraient dans la passivité et attendraient leur salut des aides de l'Occident. La réalité est toute autre.

Les peuples d'Afrique ont de grandes traditions de résistance et de luttes multiformes qui remontent aux résistances contre la pénétration et la domination coloniale (grèves, manifestations massives, soulèvements armés, etc.). Dans de nombreux pays aujourd'hui, sur tout le continent, face aux politiques d'oppression et d'exploitation des multinationales avec la collaboration des bourgeoisies locales et des États néocoloniaux, les travailleurs des villes et des campagnes mènent des luttes pour leurs droits économiques et sociaux. Ils dénon-

cent la corruption et la mauvaise gouvernance et exigent de meilleures conditions de vie et de travail. Ces luttes sont conduites par des syndicats et une société civile organisée, certes au développement inégal selon les pays. Dans différents pays, des collectifs citoyens mobilisent les masses populaires dans des actions pour les libertés politiques, pour la démocratie véritable. Ils dénoncent les fraudes électorales, les coups d'Etat militaires, les révisions des constitutions par les dictateurs qui veulent se maintenir à vie au pouvoir (Cameroun, Tchad, Congo-Brazzaville, République Démocratique du Congo, etc.)

L'année 2008 par exemple, a été marquée par les émeutes de la faim et des marches contre l'austérité et la vie chère dans de nombreux pays africains (Mali, Niger, Benin, Gabon, RDC, Sénégal, etc.) Sur les banderoles, le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale sont ouvertement dénoncés.

Dans ces manifestations de rue, les femmes participent de plus en plus activement.

Dans ces luttes populaires, la jeunesse prend une part active et déterminante et exprime sa soif de démocratie, de justice et de changement véritable. Les élèves et étudiants, les

jeunes du secteur informel des zones urbaines, sont mieux informés et ne se laissent plus manipuler par les pouvoirs. Ils utilisent avec efficacité les réseaux sociaux pour contour-



ner la censure. Les exemples des insurrections populaires en Tunisie (2011) et au Burkina Faso (octobre 2014) qui ont chassé du pouvoir les régimes autocratiques de Ben Ali et de Blaise Compaoré, sont la preuve que les peuples peuvent se soulever et vaincre leurs oppresseurs.

Ces luttes ont un contenu démocratique et anti-impérialiste. Elles expriment les aspirations des peuples et de la jeunesse d'Afrique à la démocratie, au progrès social et à l'indépendance nationale.

Elles font partie du mouvement général des luttes de la classe ouvrière et des peuples à l'échelle internationale. Les mouvements sociaux du prolétariat et du peuple en France et dans les pays d'Afrique se soutiennent mutuellement car dirigées fondamentalement contre les mêmes exploiters : les monopoles comme Bouygues, Boloré, Orange, Total, etc...

*propos recueillis par Isabelle Ufferte*

(1): Les premiers signataires de la démarche de la caravane panafricaine sont le Collectif contre la confiscation de la Démocratie au Burkina Faso, le Comité Culturel pour la Démocratie au Bénin, la Coordination de la Diaspora africaine de Bretagne, Les Forces de libération Africaine de la Mauritanie, Togo Education-Culture, le Rassemblement National République du Tchad, l'Agenda des Actions Africaines, l'Union pour le Salut National (Djibouti), la Ligue panafricaine UMOJA, l'Association Halte génocide Côte-D'Ivoire, etc...



2008 - Gbagbo et Bolloré inaugurent le port d'Abidjan. Un accord « gagnant gagnant »... sur le dos du peuple de Côte d'Ivoire

## Françafrique

### L' « ami » Bourgi : des valises aux costards ?

Un sinistre personnage vient de faire son entrée dans l'affaire Fillon : Robert Bourgi, l'« ami » qui lui a payé pour 13 000 euros de costumes, après avoir versé 7500 euros à son micro-parti en 2013-2014... Bourgi est un de ces « conseillers officieux » des gouvernements français auprès des chefs d'Etat africains dans le cadre de la Françafrique. Le premier, Jacques Foccard, mis en place par De Gaulle, a eu une longue carrière, avant de laisser la place, un temps, à « papa-m-a-dit », un des fils de Mitterrand. Puis Bourgi avait pris la relève...

Le principe de cette machine de corruption et de trafic d'argent qu'est la Françafrique est simple : l'Etat français intervient par le biais du « conseiller » auprès des chefs d'Etat africains pour assurer aux grandes entreprises françaises les concessions d'exploitation les plus juteuses ; les chefs d'Etat africains s'approprient la rente versée par les entreprises et ont le soutien de l'Etat français face à la contestation locale ; ils ristournent, par le biais du « conseiller », une partie de cette rente aux dirigeants français en remerciement de ce soutien. C'est ainsi que Robert Bourgi expliquait à ses juges en 2011 dans le cadre d'une enquête dite « sur les Biens mal acquis », avoir transporté dans les années 1990 et à de nombreuses reprises des valises contenant des millions d'euros, cadeaux de divers dirigeants africains à Jacques Chirac et quelques autres...

*D.M.*

## Trois débats sur le centenaire de la Révolution russe

Un siècle après, la Révolution russe n'a toujours pas été digérée par les libéraux d'aujourd'hui. *Le Figaro Histoire* titre « *Quand Lénine inventait le totalitarisme* ». Un sociologue russe indépendant du pouvoir explique que « *Le centenaire de la révolution doit permettre au Kremlin d'immuniser les Russes contre toute révolte* »...

Au moment où la mondialisation capitaliste vit dans la crainte d'une nouvelle crise financière généralisée, qui s'annonce plus brutale encore que celle de 2007-2008, évoquer « *1917, l'année où tout a basculé* » (*L'Obs*) semble décidément dangereux pour les classes dominantes.

Pour notre part, nous proposons un retour sur cette expérience unique du mouvement ouvrier, pour revenir aux faits, à l'histoire des classes sociales qui se soulèvent, des évolutions de conscience et des rapports de forces. L'histoire réelle aussi du parti bolchevik et des courants révolutionnaires, loin des fables qui présentent la révolution sortant « toute faite » du cerveau de Lénine, suivi par un parti et un peuple marchant au pas... Caricatures et mythifications dont il faut se dégager pour débattre des perspectives révolutionnaires pour ceux qui veulent changer le monde aujourd'hui.

Revenir aux faits, à l'histoire de la lutte des classes, c'est chercher à comprendre comment des ouvrier-e-s, des paysan-ne-s, des soldats ont pu renverser en février 1917 le tsarisme, la dictature qui semblait la plus solide de l'Europe. Comment ont-ils pu ensuite, en octobre, renverser le gouvernement provisoire de la bourgeoisie, construire leur propre pouvoir issu des assemblées démocratiques qu'étaient les soviets et confier ce gouvernement au parti bolchevik. Comment ont-



ils aussi exproprié les grands capitalistes et les propriétaires terriens, tenu tête aux armées coalisées qui ont essayé d'écraser cette révolution. C'est discuter aussi de l'isolement de la Russie révolutionnaire, qui a fini par se dévorer elle-même à travers la bureaucratisation ouvrant la voie de la contre-révolution stalinienne.

François Minvielle

**Pour en débattre, nous vous invitons à un cycle de trois réunions :**

**Samedi 1<sup>er</sup> avril à 14h**

*La révolution de 1905, quelle révolution pour la classe ouvrière moderne ?*

**Samedi 22 avril à 14h**

*La révolution de 1917 et le premier pouvoir démocratique de la classe ouvrière*

**Samedi 20 mai à 14h**

*L'échec de la vague révolutionnaire des années 20 et la contre-révolution stalinienne*

Les réunions se tiendront au local du NPA 33  
99 rue Camille Sauvageau - Bordeaux.

### Lire quelques ouvrages sur la Révolution russe...

#### ***Histoire de la Révolution russe* - Léon Trotsky**

« *L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées...* » écrit Trotsky. Les deux tomes de cette histoire (Février, Octobre) sont les plus riches pour comprendre l'histoire de la révolution.

Un travail militant aussi, écrit au moment où le stalinisme réécrivait l'histoire, pour effacer notamment le caractère profondément démocratique de la révolution. On peut le lire gratuitement sur <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrrsomm.htm>

#### ***10 jours qui ébranlèrent le monde***

John Reed - Tribord Editions 13 euros

John Reed était un militant socialiste américain. Présent en Russie pendant la révolution, son livre rend compte de façon très vivante des événements. « *Si, dans toute la Russie, les masses n'avaient pas été prêtes à s'insurger, l'insurrection aurait échoué. Le succès des bolchéviks n'a qu'une seule explication : ils ont réalisé les*

*vastes et simples aspirations des plus larges couches du peuple qu'ils appelèrent à démanteler et à détruire le monde ancien pour entreprendre ensuite, tous ensemble, dans la fumée des ruines écroulées, l'édification de la charpente d'un monde nouveau.* »

#### ***Moscou sous Lénine***

Alfred Rosmer - Les Bons Caractères, 16,80 euros

Alfred Rosmer, militant français resté fidèle à l'internationalisme toute sa vie, était présent dans la Russie révolutionnaire entre 1919 et 1924. Combattant le stalinisme, il écrit dans sa préface : « *Staline continue-t-il Lénine ? Le régime totalitaire est-il une autre forme de ce qu'on avait appelé dictature du prolétariat ? Le ver était-il dans le fruit ? Le stalinisme est-il "un développement logique et presque inévitable du léninisme" ? Pour y répondre il faut d'abord connaître les faits, les idées, les hommes tels qu'ils furent dans les années héroïques de la Révolution : un travail préalable de déblaiement est nécessaire, car ils ont été systématiquement ensevelis sous des couches successives de mensonges différents. Mon travail doit aider à les restituer dans leur vérité.* »

## Révoltée

Evguénia Iaroslavskaïa-Markon - Fiction & Cie - 16 euros

Le seul apport positif, au regard de l'histoire, de la bureaucratie soviétique, sera d'avoir conservé une masse considérable de documents ! Ainsi, les archives du FSB ont fourni, agrafé au dossier d'Evguénia Iaroslavskaïa-Markon, un manuscrit intitulé « *Mon autobiographie* », écrit en captivité à 29 ans, peu de temps avant son exécution en 1931 dans un des premiers camps d'URSS.

Issue d'une famille juive de la bourgeoisie de St Pétersbourg, Evguénia se lancera rageusement dans la révolution, s'imposant les conditions de vie les plus dures. Mais en 1921, avec Kronstadt, ce sera la rupture : pour elle, à partir de ce moment, le pouvoir soviétique devient contre-révolutionnaire. Elle poursuivra ses combats en fréquentant d'autres milieux, le milieu artiste et bohème, où elle rencontrera son compagnon, poète qui sera fusillé peu de temps avant elle ; mais aussi et surtout le lumpen et la

pègre. Elle théoriserà ce choix, toujours au nom de la révolution, affirmant que seule une classe qui n'a aucune possibilité de parvenir au pouvoir peut être révolutionnaire.

Cette autobiographie très courte n'était pas destinée à être publiée, tout au plus lue par le Guépéou. Elle livre nombre de détails significatifs sur le combat prolétarien, les luttes politiques, la vitalité du mouvement poétique, et bien sûr, ce qui nous est moins familier dans ce contexte, sur les milieux interlopes. Il n'y a pas de doute qu'elle s'est cruellement trompée sur les capacités révolutionnaires du lumpen et du banditisme. Tous ceux que l'on retrouvera comme « droits communs » dans les divers camps seront de féroces gardeschourme pour les « politiques ». Et on doit bien pouvoir dire la même chose de tous les camps de tous les temps. Cela n'enlève rien à la sincérité et à la



force de l'engagement de cette militante broyée par l'histoire, à l'acuité avec laquelle elle perçoit la dégénérescence de la révolution (Evguénia aurait plutôt dit contre-révolution, et on ne le lui reprochera pas !). Cette « révoltée » nous parle encore !

Jean-Louis Farguès

## Face au mépris des classes

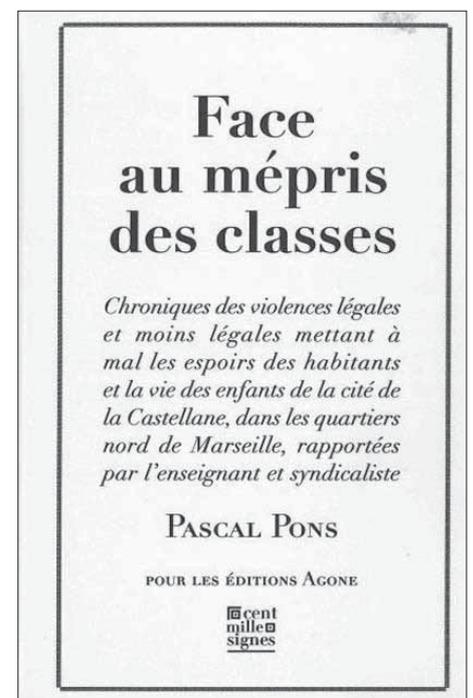
Pascal Pons - Ed. Agone - 9,5 euros

A la cité de la Castellane, la vue sur la Méditerranée est imprenable, on est tout près du centre-ville de Marseille... sauf qu'on est à 1h par l'unique ligne de bus, il n'y a qu'une Poste peu ouverte et des établissements scolaires qu'on ne voit pas, pas plus que la vie ordinaire qui se déroule derrière les grosses barres de béton. 7000 habitants y sont ghettoïsés ; **on ne parle que des trafics et règlements de comptes** de l'économie souterraine dont les balles de kalachnikov finissent sur les vitres des écoles... Le renouvellement urbain voudrait faire partir les familles pauvres de ce site si attirant pour l'immobilier de la capitale phocéenne.

Alors, suite aux attentats de 2015, une goutte fait déborder le vase des inégalités sociales à deux pas de Marseille. Enseignants, puis parents et habitants, à l'initiative de professeurs des écoles excédés par l'incurie de la mairie,

par les politiques de saupoudrage de moyens des gouvernements successifs, du mépris social, la « *violence légale* » qui criminalise ce quartier populaire sans lui donner les moyens réels et pérennes de résoudre la question sociale et éducative, décident de s'organiser en un Collectif pour la défense des écoles.

On suit la démarche d'un militant CGT qui, tout en le propulsant, se pose le problème du respect des rythmes de chacun, de la démocratie dans la lutte, d'inciter à la participation de tous quitte à ne pas toujours convaincre ni réussir toutes les initiatives, mais apprenant à se renforcer à travers chacune d'elles. Ce type de collectifs, qu'il encourage les militants syndicaux à rejoindre contre le « *dialogue social des salons feutrés* », « *doivent être les lieux où se vit et se conscientise l'appartenance à une même classe opposée aux intérêts d'une poignée d'oligarques* ». Il ajoute : « *Un camarade me l'a fait comprendre par une*



simple question : « *Tu sais ce que c'est la force des riches ?* » J'aurais voulu répondre « *leur capital financier* », sans aucun doute. Sa réponse fut plus inattendue, plus optimiste aussi : « *Leur force, c'est qu'eux, ils sont organisés.* » Alors qu'à cela ne tienne. Organisons-nous.

Mónica

## Patients

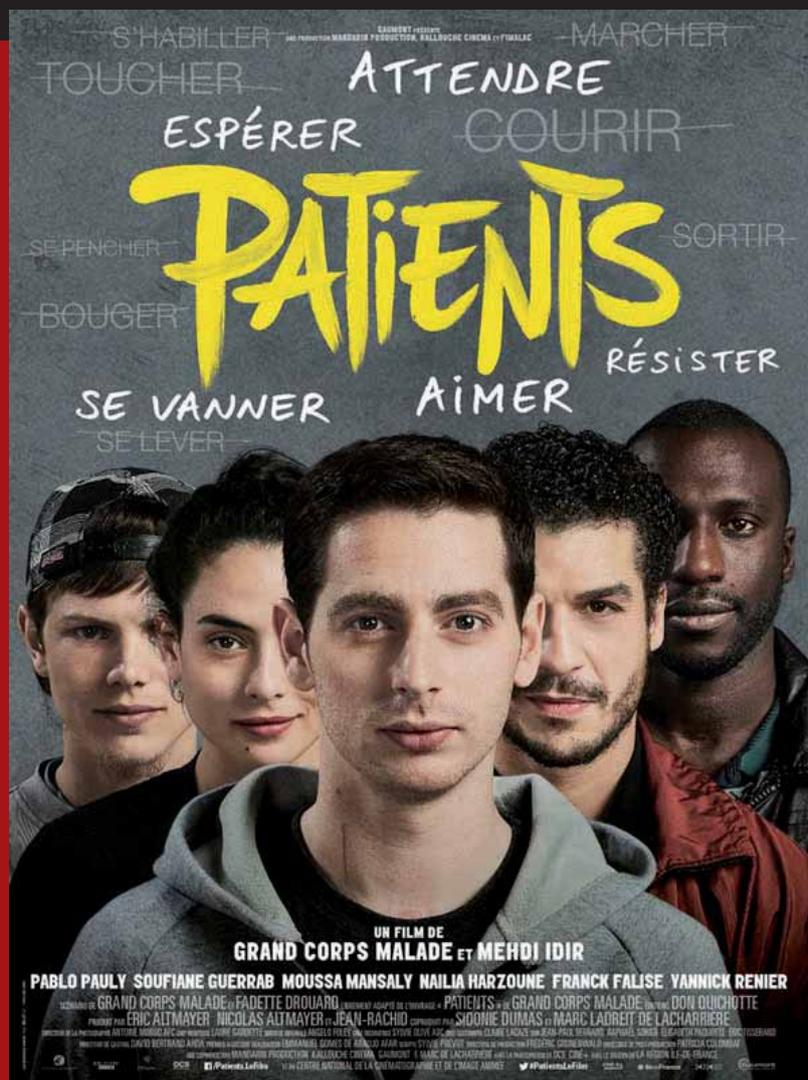
Medhi Idir, Fabien Marsaux

Ce film autobiographique, réalisé par Mehdi Idir et Fabien Marsaud, alias Grand Corps malade, ouvre les portes d'un centre de rééducation qui accueille des accidentés. Ben arrive dans l'institution avec les séquelles d'une tétraplégie incomplète due à un plongeon dans une piscine pas assez remplie.

Du fond de son lit, il va apprendre la patience, à « niquer les heures » comme disent les copains. Il va découvrir les séances de rééducation difficiles physiquement et moralement. Il s'accroche grâce à son entourage (famille et potes d'avant), grâce à certains soignants particulièrement attentionnés, grâce aussi aux jeunes dans la même situation que lui, car on ne peut pas se soigner si on est seul. Les vanes fusent tout au long du film parmi ces jeunes tous issus des quartiers populaires, qui se demandent « où sont les Charles-Edouard ? », ils n'ont pas d'accidents ? ou ils sont dans d'autres centres ?

Le film montre aussi l'état du système de santé déjà insuffisant il y a vingt ans. Quand Ben sonne, parce qu'il a besoin d'aide, l'aide-soignant n'arrive pas immédiatement parce qu'il n'a pas que lui à s'occuper. Là où il aurait fallu deux aides-soignants pour coucher un jeune ou pour aider à la mise au fauteuil, il n'y en a qu'un. Le réalisateur expliquait récemment dans une interview que le même kiné qui avait 8 patients à rééduquer par jour à l'époque, en a 14 aujourd'hui.

Parmi tous les patients, Ben a de la « chance », il peut faire des progrès. Chaque mouvement retrouvé est une victoire. Sportif de haut niveau, dupe du « quand on



veut on peut », il comprend durement que la vie n'est pas si simple. Heureusement, les amis sont là. C'est un film sur la solidarité, l'amitié et l'amour, et aussi sur l'énergie et l'humour ravageur de la jeunesse des quartiers populaires.

Madji Hamzaoui

## En campagne - Handicap

Douze millions de personnes sont touchées par un handicap, dont près de 370 000 utilisent un fauteuil roulant et 650 000 ont une déficience intellectuelle. Ce n'est donc pas une population marginale, mais une partie importante de la société qui a des besoins et des capacités.

Mais ceux d'entre nous qui sont handicapés sont mis à l'écart pour réduire les coûts pour la société ou sont surexploités quand ils travaillent. Le maximum de l'allocation aux adultes handicapés est fixé à 808,46 euros, soit moins que le seuil de pauvreté. La mise en œuvre de l'obligation d'accès aux lieux publics fixée par la loi de 2005 a été reculée de trois, six ou neuf ans selon les cas, par mesure d'économie.

Nous voulons la mise en place de mesures d'urgence :

- Au minimum, le respect des quotas d'obligation d'emploi de 6 %, détourné par de nombreuses entreprises, et le maintien dans l'emploi des salariéEs du secteur ordinaire se retrouvant en invalidité.
- Pas de salaire ou de revenu en dessous de 1 700 euros net pour tou-te-s.
- Gratuité de tous les frais de santé et d'appareillage.
- Droit effectif à l'éducation et à la scolarisation, avec les structures et les accompagnantEs nécessaires.
- Application immédiate de l'obligation d'accès à tous les lieux publics.